

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays : MADAGASCAR

Document de Projet

| | |
|-------------------------------------|---|
| Titre du projet | PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT, SECTEUR PRIVE ET EMPLOI |
| Effets PNUAD/DPP | Les populations vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience, et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable. |
| Produit escompté du PAPP | <ol style="list-style-type: none"> 1. Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace. 2. La transformation structurelle, le renforcement des capacités productives durables et la bonne gouvernance environnementale sont effectives et favorisent la création des emplois et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables, surtout les femmes et les jeunes |
| Produits du Plan stratégique | <p>Output 1.1. National and sub-national systems and institutions enabled to achieve structural transformation of productive capacities that are sustainable and employment - and livelihoods-intensive</p> <p>Output 7.2: Global and national data collection, measurement and analytical systems in place to monitor progress on the post 2015 agenda and sustainable development goals</p> |
| Parties Responsables : | <p>Ministère en charge de l'Industrie, du développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises</p> <p>Ministère en charge du Commerce et de la consommation,</p> <p>Ministère en charge de l'emploi, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle</p> <p>Ministère en charge de l'artisanat, de la culture et du patrimoine</p> <p>Ministère en charge de l'agriculture et du développement rural</p> <p>INSTAT</p> <p>Université d'Antananarivo</p> <p>UNCDF</p> <p>CNFI</p> <p>FCCIM</p> <p>EFOI</p> <p>Autres entités d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi</p> |

Brève description

Le programme « planification du développement, secteur privé et emploi », s'inscrit dans la poursuite des interventions du PNUD pour la lutte contre la pauvreté à Madagascar.

L'objectif du Programme est de développer une dynamique économique avec une transformation structurelle favorable au renforcement des capacités productives durables et à la promotion des opportunités de création d'emplois et de revenus en faveur des populations vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes.

Cet objectif est atteint à travers le développement, à tous les niveaux (local, régional, national), de systèmes intégrés et inclusif de planification, de coordination et de suivi-évaluation à travers le SNISE, d'une part, et des mécanismes pérennes de fourniture de services de proximité à la base ; notamment la micro finance inclusive, la formation et l'encadrement technique, le renforcement des capacités des producteurs locaux et l'appui au développement de l'entrepreneuriat, d'autre part.

La stratégie de mise en œuvre du programme est fondée sur l'approche intégrée de développement communautaire impliquant dans un cadre d'intervention efficiente et harmonisée, l'ensemble des acteurs et de intervenants dans le développement local, dont, les communes et les communautés, les structures techniques nationales et régionales compétentes, le secteur privé, les autres Agences du Système des Nations Unies ainsi que les autres partenaires techniques et financiers.

Les questions relatives au « genre », à l'environnement, et à la prévention des conflits seront systématiquement abordées de façon transversale pour la pérennisation des acquis.

Le programme contribuera à la réalisation de deux produits essentiels du programme de pays :

- Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.
- La transformation structurelle, le renforcement des capacités productives durables et la bonne gouvernance environnementale sont effectives et favorisent la création des emplois et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables, surtout les femmes et les jeunes

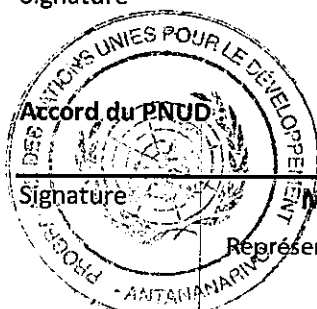
| | |
|--|--|
| Période du Programme : 2015-2019 | Budget PTA 2016 : 1 448 350 USD |
| Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) : Cf. Matrice Plan stratégique | <i>Le PTA couvre la période du 01 janvier 2016 au 31 décembre 2016</i> |
| Atlas Project ID : | Ressources totales requises : 1 448 350 USD |
| Date de début : 01 janvier 2015 | Total des ressources allouées 1 448 350 USD |
| Date de fin : 31 décembre 2019 | • Fonds réguliers : 1 413 350 USD |
| Modalité d'exécution : NIM | • Autres fonds : 35 000 USD |
| Date du CLAP : 17 décembre 2014 | Budget non financé : USD |
| | Contribution en nature - |

Accord du partenaire de mise en œuvre :

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DE LA PLANIFICATION

Signature

Date 12-3 MARS 2016



Marie DIMOND

23/4/16

Signature

Marie DIMOND

Date

Représentant résident adjoint (P)

I – ANALYSE DE LA SITUATION

1) Contexte socio-économique

A cheval entre l'Océan Indien et l'Afrique, Madagascar est l'un des plus grands pays insulaires au monde, avec une superficie de 587 540 Km². La population de la Grande Île est estimée à plus de 22 millions selon les projections démographiques de l'INSTAT en 2014. La population urbaine est estimée à 30% de la totalité de la population.

Madagascar est classé parmi les pays le plus pauvre du monde, il occupe la 154^{ème} place sur 188 pays du Rapport sur le développement humain 2015 des Nations Unies, avec un IDH de 0,510, et n'a pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'échéance de 2015, en particulier ceux relatifs à l'élimination de l'extrême pauvreté.

Madagascar est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles (cyclones, épisodes de sécheresse et inondations), surtout en milieu rural. En effet, la faiblesse du revenu de sa population rurale s'accompagne souvent d'une malnutrition et d'une insécurité alimentaire chronique qui sont aggravées par la dégradation de l'environnement et l'insécurité généralisée. On estime qu'un quart de la population, soit cinq millions de personnes, vit actuellement dans des zones fortement exposées aux catastrophes naturelles.

Selon les données de l'enquête sur les OMD 2012-13, réalisée par l'Institut national de la statistique (INSTAT) avec l'appui des PTFs, 71,5 % de la population vit dans la pauvreté, en dégradation par rapport à 1993 (70 %) et 2001 (69,6 %). Alors que 55 % de la population vit dans l'extrême pauvreté, plus d'un tiers des malgaches vit dans une situation d'insécurité alimentaire. Madagascar connaît des inégalités sociales, économiques et régionales marquées qui représentent une menace pour la cohésion nationale et la stabilité. Neuf régions sur 22 ont des taux de pauvreté supérieurs à 80% et les régions les plus gravement touchées sont Androy, Atsimo-Atsinanana et Atsimo Andrefana avec des taux de pauvreté estimés respectivement à 97, 93% et 80%.

Le niveau élevé de la pauvreté à Madagascar mérite une attention particulière dans le contexte global de recul de la pauvreté en Afrique ces dernières années (rapports du PNUD sur les OMD et de la Banque Mondiale sur la pauvreté). De fait, la pauvreté se généralise à Madagascar, où elle affecte plus des trois quarts de la population rurale représentant 80% de la population totale.

En termes de groupes socio-économiques, le taux de pauvreté est plus élevé chez les agriculteurs (entre 79 % et 86 % des ménages selon la taille de leur exploitation), suivis des travailleurs indépendants (43 %). Madagascar enregistre un taux de sous-emploi très élevé, avec une généralisation des emplois inadéquats (bas salaires, contrats précaires, sous-emploi des qualifications) qui touchent plus de 80 % des travailleurs, notamment les femmes en milieu rural et les jeunes. Les ruraux qui travaillent généralement dans le secteur agricole possèdent moins de terre pour pouvoir développer leurs activités et n'ont pas accès aux technologies et aux intrants modernes, impactant sur la productivité agricole, le niveau de revenu et la sécurité alimentaire des paysans.

Le faible taux de croissance économique ses 5 dernières années évoluant à un rythme inférieur à l'objectif d'au moins 5 % fixé par le Plan national de développement (PND) n'a pas pu contribuer à une réduction de la pauvreté et du chômage sous l'effet conjugué d'une meilleure gouvernance et d'une relance des investissements publics et privés.

Le gouvernement de Madagascar a fait de la « lutte contre la pauvreté grâce à une croissance inclusive » son objectif principal et a élaboré une stratégie centrée sur trois piliers : l'amélioration de

la gouvernance, la promotion de la relance économique, et élargissement de l'accès aux services sociaux de base. Cette stratégie a été définie dans le Programme Général de l'Etat (PGE) et traduite dans un Programme National de Développement 2015-2019 (PND), assorti d'un Plan de Mise en Œuvre (PMO).

La situation macro-économique publiée dernièrement par le bureau de la Banque Mondiale révèle une lente reprise économique qui se reflète dans la baisse de la création de nouvelles entreprises, de la création d'emplois, et de la consommation de produits pétroliers. Les catastrophes climatiques ont également eu un coût élevé sur l'économie, entraînant une hausse de l'inflation et une réduction du pouvoir d'achat des ménages.

En matière de climat des affaires, le pays reste à la traîne dans le classement du rapport Doing Business de la Banque Mondiale : 163ème sur 189. Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'améliorer sa performance en identifiant une série de réformes à adopter au cours des 18 prochains mois.

La croissance du PIB est estimée aux environs de 3,0 % en 2015 (3,3 % en 2014), principalement générée par l'industrie extractive et le secteur tertiaire. L'inflation a été maintenue à 6 %, malgré la suppression progressive des subventions sur les produits pétroliers.

L'avènement des nouveaux défis de développement à travers les Objectifs de Développement Durable (ODD) dont 2016 est la première année de mise en œuvre marquent ainsi une étape importante et un nouvel ère en matière de lutte contre la pauvreté et des inégalités dans le pays. Dans son rôle d'appui aux gouvernements de Madagascar, le PNUD mettra à profit d'une part son vaste expérience en matière de programmation pour aider Madagascar dans le processus d'appropriation et de prise en compte des ODD dans ses stratégies et politiques de développement ; et d'autre part disposera son savoir-faire stratégique des Nations Unies en matière de développement durable et de gouvernance à tous les stades de mise en œuvre en vue de la réalisation des ODD.

2) Justification du projet

Dans ce contexte national marqué par un niveau de pauvreté et d'extrême pauvreté important surtout en milieu rural entretenu par, et entretenant l'évènement de crises cycliques répétitifs, le projet PDSPE vise à développer une dynamique économique avec une transformation structurelle favorable au renforcement des capacités productives durables et à la promotion des opportunités de création d'emplois et de revenus en faveur des populations vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes. Au niveau stratégique, le projet contribuera au renforcement des outils et mécanismes de planification, de coordination et de suivi-évaluation facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.

Le projet s'inscrit dans le cadre stratégique du Plan National de Développement du gouvernement de Madagascar, en particulier l'Axe 2 et 3, qui sont respectivement la « préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement » et « la croissance inclusive et ancrage territorial du développement ». Il s'inscrit également dans le cadre de l'assistance pour le développement du Système des Nations Unies et contribue à la réalisation de l'effet 1 de l'UNDAF : « Les populations vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience, et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable ».

3) Approche méthodologique

En phase avec ces documents de référence stratégiques, le projet PDSPE prévoit de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et à faibles revenus, par le biais du (i) renforcement des capacités des institutions nationales en matière de planification, de coordination et de suivi-évaluation du développement à tous les niveaux (National, Régional et local), (ii) l'appui pour le développement des structures et mécanismes d'appui à la promotion de l'emploi et du secteur privé, et (iii) le développement d'activités génératrices de revenu dans le cadre d'interventions communautaires, et d'approches innovantes, au niveau micro.

a. Dans le domaine de la **Planification et Suivi-Evaluation du développement humain et durable/ODD**

Le Projet contribuera :

- Au développement des Statistique et outils de décision
 - Rapports sur le développement
 - Appui Stratégie de Développement Durable
- b. L'appui du Projet en matière de promotion du commerce et du secteur privé consiste en des interventions stratégiques et ciblés, permettant d'optimiser les impacts sur les populations vulnérables cibles (extrêmes pauvres, femmes et jeunes). Il s'agit de :
- Renforcer l'inclusion et la contribution effective du secteur privé, moteur de toute croissance que l'on souhaite inclusive à Madagascar, dans les questions-clé du développement par un appui à l'amélioration du **cadre institutionnel de concertation et d'actions public-privé** ;
 - Contribuer à renforcer le rôle du commerce et du secteur privé dans la réduction de la pauvreté par un **renforcement des capacités institutionnelles** à travers des assistances techniques ciblées pour les négociations et le suivi de leur mise en œuvre, des analyses sur le lien entre développement du commerce et pauvreté ... ainsi que par l'appui à la **promotion commerciale des secteurs prioritaires** soutenus par le PNUD (créateur d'emploi et fort impact sur la pauvreté) tels que artisanat, tourisme selon une approche chaîne de valeur inclusive;
 - Soutenir la préservation et la création d'emploi par les industries locales, premier pourvoyeur d'emploi formel à Madagascar en renforçant l'application de la législation de la concurrence, notamment l'opérationnalisation du **Conseil de la Concurrence** ;
 - Améliorer la compétitivité des régions et des filières à haut potentiel et créateurs d'emploi par la promotion des exportations, en accompagnant l'opérationnalisation d'un **Guichet Unique à l'Exportation** ;
 - Soutenir la promotion de l'**entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes**, par la mise en place de mécanismes innovants favorisant l'intégration des jeunes et des femmes sur le marché de l'emploi et le renforcement des offres de services d'appui à l'entrepreneuriat par les organisations intermédiaires tels que les réseaux de femmes entrepreneurs, les associations de jeunes entrepreneurs, les CCI...

- Contribuer à l'amélioration de l'**inclusion financière** à Madagascar en accompagnant la Coordination Nationale de la Finance Inclusive dans la réalisation du diagnostic du secteur et l'élaboration de la feuille de route de la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive – SNFI à Madagascar.

c. Au niveau micro :

Des initiatives locales de création d'opportunités de revenus et d'emploi en faveur des populations vulnérables seront soutenues à travers la promotion des marchés inclusifs et des chaînes de valeur à fort impact sur la réduction de la pauvreté comme l'artisanat, l'écotourisme et l'agriculture durable, celles-ci seront confirmées à travers des analyses d'opportunités au niveau de chaque région ciblée. L'appui à la mise en place d'un environnement favorable à la promotion de l'entrepreneuriat essentiellement en faveur des femmes et des jeunes se concrétisera par l'amélioration de la disponibilité des services d'incubation, de pépinières d'entreprises, d'appui à la formalisation et au système d'information sur l'emploi ainsi qu'à la mise en place des mécanismes innovants pour la réinsertion des groupes vulnérables du marché du travail. A travers le projet PDSPE, le PNUD continuera de soutenir le renforcement des capacités des organisations intermédiaires ciblées existants tels que les Chambres de Commerce et d'Industrie, les maisons des Paysans, les centres de promotion de la jeunesse (maisons de jeunes), les réseaux des femmes entrepreneurs urbains/ruraux, le club de jeunes entrepreneurs, les centres de gestion agréée et les Communes et les Institutions de microfinances.

II – PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2016

Produit 1 : Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.

| Sous-produits | Activités prévues | Parties responsables | Chronogramme | | | | Sources | | Description du budget | Budget | |
|---|--|----------------------|--------------|----|----|----|---------|--------|---|--------|--------|
| | | | T1 | T2 | T3 | T4 | Fonds | Donors | | | |
| 1.1. La disponibilité des informations pour éclairer les décisions est renforcée | Résultat d'activité 1.1.1 : L'actualisation et la mise en œuvre du plan d'actions de la Stratégie Nationale de Développement des Statistiques (SNDS) est appuyée | | | | | | | | | | 8 200 |
| Indicateur 1.1: Disponibilité d'un PND axé sur les OMD / ODD et tenant compte de la prévention des conflits, de la croissance équitable de la gouvernance | - Activité 1 : Réaliser un Diagnostic système statistique sectoriel | - UGP/INSTAT | | X | X | | 4000 | PNUD | 71300 Local cons | 8000 | |
| | - Activité 2 : Mettre en place du comité technique sectoriel pour piloter les travaux | - UGP/INSTAT | | X | | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 200 | |
| environnementale, des changements liés à des risques de catastrophe et climatiques est disponibles et sa mise en œuvre coordonnée, contrôlée et évaluée. | Résultat de l'activité 1.1.2 : Les outils et les informations d'aides à la décision pour une mise en œuvre efficace du PND sont appuyés | | | | | | | | | | 25 000 |
| Base de référence 1.1: Politique Générale de l'Etat, Pas de PND Cible 1.1: Un PND à moyen | - Activité 1 : Organiser des Ateliers de formation et de restitution du modèle macro-économique de simulation sur la pauvreté | -UGP/MEP | | X | X | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 5000 | |
| | - Activité 2 : Assurer la mise à jour de l'indice de production industrielle | - UGP/INSTAT | | X | X | X | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop 72300 Service contract | 20000 | |

[illegible]

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|------------|---|---|---|------|-------|-------------------------|---------------------------|---------------|---------------|
| 1.3 Les capacités institutionnelles en matière de planification et S&E axés sur les ODD sont renforcées | - Activité 2 : Préparer le Rapport #2 sur les Consultations thématiques nationales, régionales et sectorielles sur les ODD | UGP/UCOM | | x | x | x | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 5000 | |
| | - Activité 3 : Préparer le rapport de revue volontaire | - UGP/DGSE | | x | x | | 30000 | Autres | | 20 000 | |
| | Total Sous Produit 1.2. | | | | | | | | | 60 610 | |
| | Résultat d'activités 1.3.1 Les capacités institutionnelles en matière de planification axée sur les ODD sont renforcées | | | | | | | | | | 5 000 |
| | - Activité 1.3 : Réaliser des Formations sur les outils stratégiques en matière de formulation de stratégies de développement durable) | -UGP | | x | x | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 5000 | |
| | Résultat d'activités 1.3.2 : les indicateurs des ODD par rapport au PND sont finalisés | | | | | | | | | | 20 000 |
| | - Activité 1 : Organiser : - 5 ateliers thématique centrales - 6 ateliers régionaux d'intégrations des ODD dans le PRD (Gouvernance) | | | x | x | x | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 5000 | |
| | | | | | | | | Autres (Kazakhstan) | | 15000 | |
| | Résultat d'activités 1.3.3 : le mécanisme national de suivi-évaluation axé sur les ODD est renforcé | | | | | | | | | | 35 992 |
| | - Activité 1 : Renforcer les capacités matérielles de la DSEP et des DREP dans les zones d'intervention:- Equipement: dotation de matériel- Connexion internet | -UGP | | x | x | | 4000 | PNUD | 72400 Comm & audio-visual | 11 893 | |
| - Activité 2 : Produire et diffuser les indicateurs du SNISE, rapport PND, et rapport Régional | - | | x | x | x | 4000 | PNUD | 71600 Travel | 5000 | | |
| - Activité 3 : Mettre en place les outils (Base de données, SIG, outils de collecte, etc.): | - | | x | x | x | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 19 099 | | |

2

[illegible]

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|--|--|------|------|--------------------------------------|----------------|
| - Activité 6 : Etablir un cadre d'échange et de partenariat avec les acteurs de communication appuyant dans la promotion de la C4D (Partenariat avec les médias pour promotion C4D) en mettant l'accent sur le PND (PNUD, Govt) | | x | x | | | | | 4000 | PNUD | 74200 Audio visual & print prod cost | 10 000 |
| Résultat d'activités 1.4.3 : le HACT, y compris service d'appui au Nim (passation de marché) est mis en œuvre | | | | | | | | | | | 25 300 |
| - Activité 1 : Réaliser une Mission combinée de vérifications ponctuelles, accompagnement technique et contrôle programmatique | | | x | x | x | | | 4000 | PNUD | 71600 Travel | 10 000 |
| - Activité 2 : Organiser des ateliers de renforcement de capacité | | | x | x | x | | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 3 500 |
| - Activité 3 : Réaliser l'audit des partenaires | | | | x | x | | | 4000 | PNUD | 74100 Professional fees | 11 800 |
| Total Sous Produit 1.4. | | | | | | | | | | | 88 800 |
| Total Produit 1 | | | | | | | | | | | 253 602 |

7

| Produit 2: La transformation structurelle, le renforcement des capacités productives durables et la bonne gouvernance environnementale sont effectives et favorisent la création des emplois et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables, surtout les femmes et les jeunes | | | | | | | | | | | |
|--|---|----------------------|----|--------------|----|-------|--------|---------|------------------------------|-----------------------|--------|
| Sous-produits | Activités prévues | Parties responsables | | Chronogramme | | | | Sources | | Description du budget | Budget |
| | | T1 | T2 | T3 | T4 | Fonds | Donors | | | | |
| 2.1. Les capacités institutionnelles en matière de pilotage des secteurs clés d'appui à la promotion de l'emploi. Indicateur 2.1 : Nombre de personnes vulnérables désagréé par sexe et tranche d'âge ayant eu accès aux activités génératrices de revenus et à l'emploi dans les zones d'intervention du programme. Base de référence 2.1: 24 132 dont 90% de femmes (2013) Cible 2.1: 6 000 (50% femmes, 50% jeunes) Emplois verts : 600 RRF Politique ou mesure institutionnelle : Cible 2016: 2 | Résultat d'activités 2.1.1 : le cadre de promotion de l'emploi vert est mis en oeuvre | | | | | | | | | | |
| | - Activité 1 : Finaliser la mise à jour du plan directeur et de la stratégie du tourisme, mettant l'accent sur la promotion de l'écotourisme et la création d'emploi | UGP/DG Tourisme | x | x | | | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 10 000 | |
| | Résultat d'activités 2.1.2 : Appui institutionnel au pilotage de la mise en œuvre de la composante 2 de la PNEFP réalisé | | | | | | | | | | |
| | - Activité 1 : Mettre à disposition un spécialiste en Emploi et Pauvreté | UGP/MEP | x | x | x | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 15 000 | |
| | - Activité 2 : Réaliser un appui institutionnel au pilotage de la mise en œuvre de la PNEFP (Coordination, suivi, etc.) | UGP/DGEFP | x | x | x | x | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | 2 828 | |
| Résultat d'activités 2.1.3 une assistance technique ciblée pour les aspects "Commerce et pauvreté" est fournie | | | | | | | | | | 15 000 | |
| | - Activité 1 : Mettre à disposition un spécialiste en secteur privé et commerce | UGP/MEP | x | x | x | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 15000 | |

Handwritten signature

| Partiellement mises en place Nombre de Projet Pilote initié par la partie nationale: | Résultat d'activités 2.1.4 une assistance technique ciblée pour la promotion de la finance inclusive est fournie | | | | | | | | | | 51 500 |
|---|---|-----------|---|---|---|---|------|------|------|--------------------------------------|---------------|
| | | UGP/MEP | x | x | x | x | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 15 000 |
| | - Activité 1 : Mettre à disposition un spécialiste en finance inclusive | | | | | | | | | 75700 Training Workshop | 5 000 |
| | - Activité 2 : Mettre à jours la feuille de route SNFI suite à la mise en œuvre du MAP: | | | | | | | | | 74200 Audio visual & print prod cost | 7 500 |
| | - Organiser Atelier de communication | UGP/CNFI | x | x | x | x | 4000 | PNUD | PNUD | 71600 Travel | 4 000 |
| | - Organiser Ateliers de coordination et planification | | | | | | | | | | |
| | - Elaborer et diffuser les Supports communication | | | | | | | | | | |
| | - Réaliser Visite terrain | | | | | | | | | | |
| | - Organiser la Communication Finale | | | | | | | | | | |
| | - Activité 3 : Promouvoir des services adaptés aux besoins de la population cible particulièrement les femmes et les jeunes (CAE, GVEC) | UGP/CNFI | x | x | x | x | 4000 | PNUD | | 72600 Grants | 20 000 |
| | Total Sous-Produit 2.1. | | | | | | | | | | 94 328 |
| 2.2 Un cadre favorable à l'entrepreneuriat et au secteur privé favorisant la création d'emploi, notamment en faveur des femmes et des jeunes, et la réduction de la pauvreté est en place | Résultat d'activités 2.2.1 Un modèle de cadre de concertation et d'action public-privé est disponible | | | | | | | | | | 20 000 |
| | | UGP/DGDSP | | | | | | | | 75700 Training Workshop | 5 000 |
| | - Activité 1 : Réaliser un atelier national sur les bonnes pratiques en matière de cadre de concertation et d'action public-privé pour la promotion du secteur privé, commerce et emploi | | | | | | | | | | |
| | - Activité 2 : Assurer la mobilisation de personnes ressources | UGP/DGDSP | x | x | x | x | 4000 | PNUD | | 71600 Travel | 6 000 |
| | - Activité 3 : Fournir une assistance technique ciblée et renforcement de capacité institutionnelle | UGP/MEP | x | x | x | x | 4000 | PNUD | | 71300 Nat cons | 8 000 |
| | | | | | | | | | | 75700 Training Wor | 1 000 |

| Résultat d'activités 2.2.2 Le Guichet Unique à l'Exportation est opérationnel | | | | | | | | | | 12 300 |
|---|-----------|---|---|---|---|--|--|------|--------------------------------------|---------------|
| <p>- Activité 1 : Recruter un consultant pour élaboration manuel des procédures physiques</p> <p>- Activité 2 : Organiser une mission avec ITC afin de disposer d'un document de base pour la mobilisation de ressource</p> <p>- Activité 3 : Réaliser une table ronde autour GUE</p> <p>- Activité 4 : Accompagner le ministère du commerce à maintenir la dynamique autour de l'initiative en tenant des rencontres avec les parties prenantes (public, privé, PTF...) et pour l'ouverture officielle</p> | UGP/DGCE | | x | x | | | | PNUD | 71300 Nat cons 72500 Publications | 5 000 300 |
| | UGP/DGCE | | x | x | | | | PNUD | 71600 Travel | 4 000 |
| | UGP/DGCE | | | x | x | | | PNUD | 75700 Training Workshop | 1 000 |
| | UGP/DGCE | x | x | x | x | | | PNUD | 75700 Training Workshop | 2 000 |
| Résultat d'activités 2.2.3 Appui institutionnel des organisations intermédiaires du secteur privé, y compris la promotion de l'entrepreneuriat des femmes (mobilisation des ressources, de partenariat, etc.) | | | | | | | | | | 27 200 |
| - Activité 1 : Mettre à disposition une Assistance technique ciblée | UGP/MIDSP | x | x | x | x | | | PNUD | 71300 Nat cons | 5 000 |
| - Activité 2 : Mettre à disposition un VNU spécialiste en entrepreneuriat au féminin | UGP/MEP | x | x | x | x | | | PNUD | VNU | 7 200 |
| - Activité 3 : Mettre à disposition un spécialiste en entrepreneuriat | UGP/MEP | x | x | x | x | | | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 15 000 |
| Total Sous-Produit 2.2. | | | | | | | | | | 59 500 |

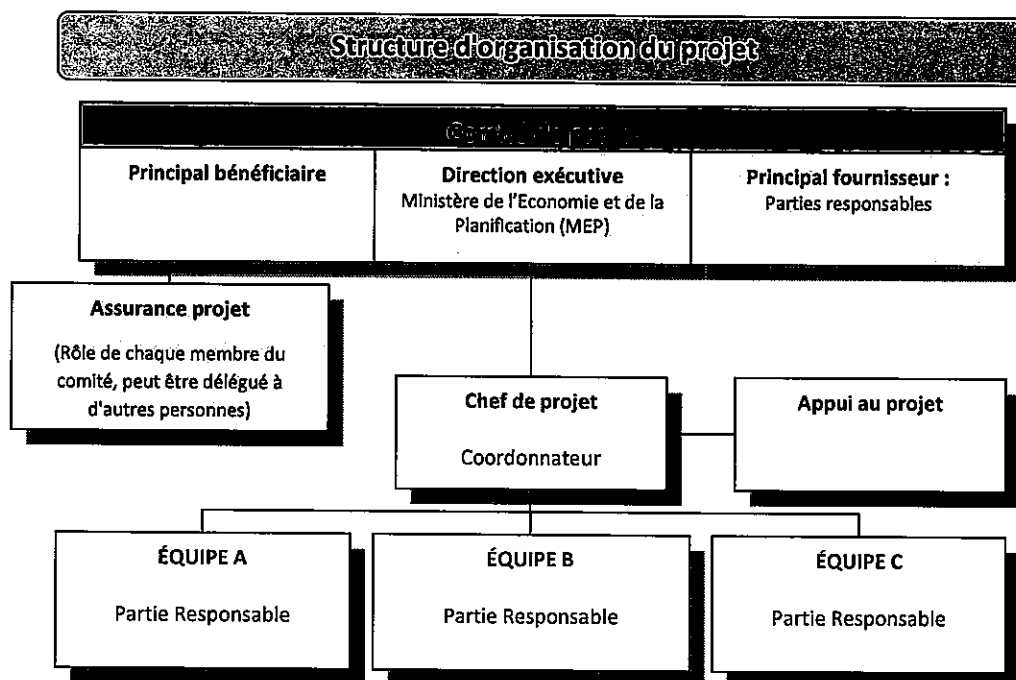
27

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--|----------|---|---|---|---|--|------|------|---|--|---------|
| 2.3 Des Initiatives innovantes de promotion de l'emploi des jeunes sont développés | Résultat d'activités 2.3.1. Le Programme "Jeunes Talents", en faveur des jeunes diplômés et en partenariat avec le secteur privé est mis en œuvre | | | | | | | | | | | 30 000 |
| | - Activité 1 : Organiser des Ateliers de concertation et de mobilisation | UGP/DAE | x | x | | | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | | 10 000 |
| | - Activité 2 : Assurer le Renforcement de l'employabilité à travers des encadrements ciblés | UGP/DAE | | x | x | | | 4000 | PNUD | 71300 Nat cons | | 10 000 |
| | - Activité 3 : Assurer la Com. et la promotion du programme | UGP/UCOM | | x | x | | | 4000 | PNUD | 74200 Audio visual & print prod cost | | 10 000 |
| | Résultat d'activités 2.3.2. Le Suivi et encadrement des jeunes vulnérables bénéficiaires de cash for training des Bureaux Régionaux de l'Emploi sont réalisés. | | | | | | | | | | | 42 500 |
| 2.4. Des Initiatives innovantes de promotion des moyens de subsistance des populations vulnérables par la promotion des chaînes de valeur sont développés | - Activité 1 : Mettre à disposition des spécialistes en Développement communautaire régionaux (5 régions) | UGP/MEP | x | x | x | | | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | | 42 500 |
| | Total Sous-Produit 2.3. | | | | | | | | | | | 72 500 |
| | Résultat d'activités 2.4.1 : le développement des Chaînes de valeur inclusives est appuyé | | | | | | | | | | | 50 000 |
| | - Activité 1 : Promouvoir la chaîne de valeur inclusive sur les secteurs porteurs dans l'Androy | UGP/DREP | | x | x | x | | 4000 | PNUD | A identifier avec les entrepreneurs partenaires | | 30 000 |
| | - Activité 2 : Promouvoir la Chaîne de valeur inclusive sur le pois du cap dans la région d'Atsimo Andrefana | UGP/DREP | | x | x | x | | 4000 | PNUD | A identifier avec les entrepreneurs partenaires | | 20 000 |
| Résultat d'activités 2.4.2 : des initiatives de développement communautaire local sont appuyés | | | | | | | | | | | | 278 200 |
| | - Activité 1 : Renforcer les capacités de gestion et de suivi des communautés locales de développement | UGP/VNU | x | | x | x | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop | | 5 000 |
| | - Activité 2 : Doter les communautés locales de développement en matériels et intrants agricoles | UGP/VNU | | | x | x | | 4000 | PNUD | 72 300 Matériels et équipements | | 100 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|---|---------|---|---|---|---|---|------|------|--|--------------------------------------|
| 2.5. La Gestion du projet est assurée | -Activité 3 : Former les Personnes Ressources de Proximité en partenariat avec le service déconcentré du MINAGRI (DRDR) | UGP/VNU | | x | | x | | 4000 | PNUD | 75700 Training Workshop 71600 Travel | 10 000 9 000 |
| | - Activité 4: Mettre à disposition un Coordonnateur | | | x | x | | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 15 000 |
| | - Activité 5: Mettre à disposition des communes des VNU spécialistes | UGP/MEP | x | x | x | | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 59 200 |
| | - Activité 6: Suivre et encadrer les bénéficiaires (Mise à disposition de 10 VNU jeunes) | UGP/MEP | x | x | x | | x | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 72 000 |
| | - Activité 7: Mettre à disposition un Coordonnateur VNU jeunes (3 mois) | UGP/MEP | x | x | | | | 4000 | PNUD | 71400 Contractual serv indiv | 8 000 |
| | Total Sous Produit 2.4. | | | | | | | | | | 328 200 |
| | 2.5.1 Le programme est géré de façon efficiente | | | | | | | | | | 140 160 |
| | - Activité 1: Mettre à disposition les Personnels d'appuis (1 AAF+7 chauffeurs) | UGP/MEP | x | x | x | | x | 4000 | PNUD | 71400 contrat de service individuel 72400 Com et audio visuel (tel., | 43 200 10 000 |
| | - Activité 2: Assurer le renforcement des capacités et la dotation en équipement informatique (PDSPE) | UGP/MEP | | x | | | | 4000 | PNUD | 72 800 Matériels et équipements | 25 000 |
| | - Activité 3: Satisfaire les besoins en équipement non couverts par les actifs existants : du projet au niveau national et le staff terrain | UGP/MEP | | x | x | | x | 4000 | PNUD | 72800 Carburant 73400 Location et maintenance 72500 Fourniture 71600 Travel | 17 671 23 500 20 000 10 789 |
| Total Produit 2 | | | | | | | | | | | 704 688 |
| Total (Produit 1+Produit 2) | | | | | | | | | | | 958 290 |
| | | | | | | | | | | | 323 029 |
| | | | | | | | | | | | 167 032 |
| Total PTA 2016 | | | | | | | | | | | 1 448 350 |

7

III – ARRANGEMENT DE GESTION



- 3.1. Le **partenaire de mise en œuvre** est le Ministère en charge de l'Economie et de la Planification. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, la réalisation des produits attendus du projet, et l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.
- 3.2. La **partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet,

Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.

- 3.3. Le **Comité de Projet** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de projet, est désigné par le *Ministère en charge de l'Economie et de la Planification*. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources du PNUD allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01). Le Directeur National, sous l'autorité du partenaire de mise en œuvre, est l'ordonnateur sur le budget du projet. Il approuve les demandes de services (réquisitions) et les demandes de paiement.
- Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et / ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction

du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables, des ministères sectoriels concernés, du PNUD et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixés et aux critères de qualité.

Cette fonction est assurée par les communautés, les communes, les régions, les structures d'appui à l'entrepreneuriat et à la promotion des opportunités d'emploi et de revenu.

- L'**Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

Pour le PNUD, l'assurance du projet revient au Chargé de Programme lutte contre la pauvreté.

- 3.4. Le **gestionnaire de projet** est le *Coordonnateur du Programme*. Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le gestionnaire de projet est le certificateur sur le budget du projet.

Le Directeur National, son suppléant et le Coordonnateur de Programme assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur.

- 3.5. Le Directeur National et le Coordonnateur de Programme sont assistés par une unité technique et une unité administrative.

- L'unité technique est composée par des spécialistes des thématiques du Programme.
- L'unité administrative et financière est composée par un assistant administratif et financier et deux chauffeurs. Cette unité a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables.

Par ailleurs, le Partenaire de Mise en œuvre doit procéder à la nomination du suppléant pour le Directeur National.

3.6. Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre.

3.7. Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.1 et 7.5 du CPAP s'appliqueront.

VI – CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Vis à vis des dispositions mentionnées dans le CPAP, le mécanisme de suivi et d'évaluation est entrepris conformément à la matrice des résultats de l'UNDAF ainsi qu'au plan de suivi et d'évaluation du programme. L'objectif étant de veiller à une utilisation efficace des ressources du programme ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. Le partenaire de mise en œuvre présentera des rapports de progrès trimestriels sur les réalisations et les résultats du projet, les risques, les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet ainsi que l'utilisation des ressources comme il en a été convenu dans le PTA, conformément aux dispositions et du PNUD en la matière.

Sur une base trimestrielle :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le chef de projet au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Annuellement :

- **Visites du projet :** Des représentants du PNUD et du gouvernement devraient visiter le projet au moins une fois par an. Les visites de terrain servent à valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la période précédant la visite. Si entreprise pendant la dernière partie de l'année d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque visite de

terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un bref document faisant office de rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après le retour au bureau ;

- **Rapport d'examen annuel :** Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de projet et au Comité des résultats. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet :** Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'analyser la performance du projet et valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

V – CADRE LEGAL

Le Plan de travail annuel, qui, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent un Document de Projet tel que défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA). Par ailleurs, toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde des Partenaires de mise en œuvre, incombe aux Partenaires de mise en œuvre.

Le Partenaire de mise en œuvre devra :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- b) Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaires. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Les Partenaires de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur La liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.

ANNEXES

Annexe 1 : Journal de qualité

Annexe 2 : Journal des risques

Annexe 3 : Plan de passation de marché

Annexe 1 : JOURNAL DE QUALITE

| PRODUIT 1 : Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace. | | |
|---|--|---|
| (Activity 1.1) | <i>Appui Stratégie Nationale de Développement des Statistiques (SNDS)</i> | Date de début : Mars Date de fin : Déc |
| Objectif | La disponibilité des informations pour éclairer les décisions est renforcée | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer l'actualisation et la mise en œuvre du plan d'actions de la Stratégie Nationale de Développement des Statistiques (SNDS) - Appuyer les outils et les informations d'aides à la décision pour une mise en œuvre efficace du PND -- Renforcer les informations sur les analyses de conjoncture : Enquête industrielle en vue de l'Indice Production Industrielle avec la collaboration de l'INSTAT | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> |
| Le plan d'action SNDS est validé par les parties concernées et doit faire l'objet de plan de communication et de suivi pour leur utilisation effective. | -PV des ateliers de validation -Rapport de mise en œuvre du plan de communication | A chaque atelier de validation et suivant les dates prévues dans le plan de communication |
| Consultant recruté et le comité technique sectoriel pour piloter le travaux mis en place | PV de Validation des livrables par étape | A l'issue du contrat et au moment de validation des livrables |
| Indice de production industrielle disponible | PV de Validation des livrables | Lors de l'atelier de validation |

| | | |
|--|--|---|
| (Activity 1.2) | <i>Appui RGPH, Rapport sur OMD/ODD</i> | Date de début : février Date de fin : décembre |
| Objectif | Les rapports nationaux sur les OMD/ODD sont disponibles | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et diffuser le 6eme -RNDH - Finaliser le rapport de consultation des ODD 2015 (feuille de route) | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> |
| Le 6è RNDH élaboré et diffusé | RNDH disponible | fin de l'année |
| Rapport de consultation ODD 2015 finalisé et validé | PV atelier de validation | Fin de l'année |
| | | |

| | | | |
|---|--|--|--|
| (Activity 1.3) | Les capacités institutionnelles en matière de planification et S&E axés sur les ODD | | Date de début : février Date de fin : déc |
| Objectif | Les capacités institutionnelles en matière de planification et S&E axés sur les ODD sont renforcées | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none">- Réaliser des Formations sur les outils stratégiques en matière de formulation de stratégies- Finaliser les indicateurs des ODD par rapport au PND- Renforcer le mécanisme national de suivi-évaluation axé sur les ODD | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Formations sur les outils stratégiques en matière de formulation de stratégies de développement durable réalisée | Rapport de formation | Fin de la formation | |
| Renforcement des capacités matérielles de la DSEP et des DREP dans les zones d'intervention réalisé | Matériel disponible auprès DSEP et DREP | Au moment de la réception | |
| Les différents outils (Base de données, SIG, outils de collecte, etc.) sont mis en place | Rapports d'activités | A la fin de l'année | |
| | | | |
| (Activity 1.4) | Appui Programme Pays | | Date de début : Mars Date de fin : Déc |
| Objectif | La mise en œuvre du Programme Pays est renforcée | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none">- Assurer le Suivi Evaluation CPAP est- Réaliser la Communication pour le développement, en appui au CPAP- Mettre en œuvre le HACT, y compris service d'appui au Nim (passation de marché) | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| les mécanismes de suivi évaluation des projets (avec la planification régionale) sont mis en place | Rapports de mission conjointe et les PV des revues trimestrielles et annuelle | Lors des missions conjointes et des différentes revues | |
| Les kits de visibilité du Programme et du PNUD sont améliorés et disponibles | Disponibilité des kits de visibilité lors des différents événements importants | A la fin de l'année | |
| Le cadre d'échange et de partenariat avec les acteurs de communication appuyant dans la promotion de la C4D établi | Rapport d'activité du Programme | Dès la validation des différents rapports d'activités (tous les trimestres) | |
| Mission combinée de vérifications ponctuelles, accompagnement technique et contrôle programmatique réalisée | Rapport de mission et rapport de spot check des partenaires | Après chaque mission de vérification | |
| Un plan de renforcement des capacités dans le cadre du HAC est disponible et mise en œuvre | PV des ateliers et rapport de mission | A l'issue des missions | |

| | | | |
|---|--|---|--|
| (Activity 2.1.) | | Capacités Institutionnelles en matière de pilotage des secteurs clés | Date de début : février Date de fin : Déc |
| Objectif | Les capacités institutionnelles en matière de pilotage des secteurs clés d'appui à la promotion de l'emploi sont renforcées | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre le cadre de promotion de l'emploi vert - Apporter l'Appui institutionnel au pilotage de la mise en œuvre de la composante 2 de la PNEFP réalisé - Fournir une assistance technique ciblée pour les aspects "Commerce et pauvreté" - Fournir une assistance technique ciblée pour la promotion de la finance inclusive est fournie | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Des assistances techniques ciblées dans les différents secteurs clés sont fournis (commerce, secteur privée, finance inclusive, emploi) | Rapports d'activités trimestriels et annuels, rapports de missions | Chaque trimestre | |
| Plan directeur du tourisme mis à jour | Travaux analytiques livrés et validés | 2 ^e Trimestre 2016 | |
| La feuille de route de la SNFI disponible | PV des ateliers de validations | Fin juillet | |
| Convention avec les IMGFS signées pour l'offre des services financiers adaptés aux besoins de la population | Rapport d'activités des IMFs partenaires | Tous les trimestres | |

| | | | |
|--|--|---|--|
| Activity 2.2 | | Cadre favorable à l'entrepreneuriat et au secteur privé | Date de début : février Date de fin : Déc |
| Objectif | Un cadre favorable à l'entrepreneuriat et au secteur privé favorisant la création d'emploi, notamment en faveur des femmes et des jeunes, et la réduction de la pauvreté est en place | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un modèle de cadre de concertation et d'action public-privé ; - Opérationnaliser le Guichet Unique à l'Exportation ; - Appui institutionnel des organisations intermédiaires du secteur privé, y compris la promotion de l'entrepreneuriat des femmes (mobilisation des ressources, de partenariat) | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Un cadre de concertation public-privé est opérationnel pour les secteurs prioritaires et les régions d'intervention | Validation des instances concernées. Validation du curricula de formation Validation des TDRs relatifs au recrutement d'un expert dans le domaine pour accompagner les instances concernées. | A Chaque étape de validation | |
| Le manuel de procédure physique GUE disponible | PV validation des livrables sur l'élaboration du manuel | A la fin de la prestation – 3 ^e trimestre | |
| Tenue d'un atelier pour la validation de la Stratégie Nationale du Tourisme | PV de l'atelier | 2 ^e Trimestre 2016 | |
| Des assistances techniques ciblées dans la promotion de l'entrepreneuriat sont fournies | TDR des Assistances techniques cibles et les rapports d'activités | A la fin de chaque trimestre | |

| | | | |
|--|--|---|--|
| (Activity 2.3.) | | Innovation sur la Promotion de l'emploi des jeunes | Date de début : février Date de fin : Déc |
| Objectif | Des Initiatives innovantes de promotion de l'emploi des jeunes sont développés | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre le Programme "Jeunes Talents", en faveur des jeunes diplômés et en partenariat avec le secteur privé - Réaliser le Suivi et l'encadrement des jeunes vulnérables bénéficiaires de cash for training des Bureaux Régionaux de l'Emploi | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification.</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Adhésion des acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat | Rapport PV de réunion | 3è trimestre | |
| Les spécialistes régionaux en développements communautaires sont opérationnels dans les régions | TDRs des spécialistes régionaux et leurs rapports d'activités (trimestriels et annuels) | Trimestriels et annuel | |
| (Activity 2.4.) | | Promotion Chaines de valeur | Date de début : février Date de fin : Déc |
| Objectif | Des Initiatives innovantes de promotion des moyens de subsistance des populations vulnérables par la promotion des chaînes de valeur sont développés | | |
| Description | <ul style="list-style-type: none"> - le développement des Chaines de valeur inclusives est appuyé - des initiatives de développement communautaire local sont appuyés | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification. Quelle sera la démarche employée pour déterminer si les critères de qualité ont été remplis ?</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Chaines de valeurs sur une filière porteuses identifiées et appuyées dans la régions Atsimo Andrefana et Androy | Rapports d'activités trimestriels et annuel et les différents rapports de missions | Trimestriels et annuel | |
| Les communautés locales de développement sont dotées en matériels et intrants agricoles | Les PV de réception des matériels et les rapports d'activités | A la fin de l'année | |
| Des Personnes Ressources de Proximité en partenariat avec le service déconcentré du MINAGRI sont disponibles | Les TDR des PRP et les rapports d'activités | Trimestriels et annuel | |
| (Activity 2.5.) | | Gestion Projet | Date de début : février Date de fin : Déc |
| Objectif | La Gestion du projet est assurée | | |
| Description | - Gestion effective du Programme | | |
| Critères de qualité <i>Comment/avec quels indicateurs la qualité du résultat de l'activité sera-t-elle mesurée ?</i> | Démarche qualité <i>Moyens de vérification.</i> | Date d'évaluation <i>À quel moment l'évaluation de la qualité sera-t-elle effectuée ?</i> | |
| Le programme est géré de façon efficiente | Taux de réalisation des activités Rapports d'activités | A la fin de l'année | |

Annexe 2 : JOURNAL DES RISQUES

| Designation | Date identification | Type | Date de mise à jour | Réponse du Management | Situation critique | Responsable |
|-----------------|---------------------|--|---------------------|--|--------------------|--------------------------------------|
| Opérationnel | Mars 2015 | Retard dans le recrutement des spécialistes régionaux pouvant entraîner des problèmes dans la mise en œuvre et le suivi des activités sur le terrain, et d'autre part des difficultés de positionnement du Projet au niveau régional. | 15/01/16 | Accélérer le processus de recrutement des Spécialistes en Développement Communautaire Intérim par les Directeurs Régionaux de l'Economie et de la Planification | Oui | Coordonnateur et Spécialistes et DRE |
| Financier | Décembre 2015 | Restriction budgétaire entraînant ainsi la réduction voire la non réalisation des activités | 15/01/16 | Mobilisation de ressources | Oui | Management |
| Environnemental | Aout2015 | Cataclysme naturel (sécheresse, inondation, cyclone, etc) occasionnant des perturbations et retards dans la mise en œuvre des activités | 15/01/16 | Prévoir des activités de renforcement des capacités permettant aux communautés d'agir en amont et de réagir après une catastrophe naturelle. Risque en cours d'atténuation avec la mise en place d'une alternance aux assurances et prévoyances au niveau communautaire (GVEC) | Oui | UGP |
| Environnemental | Aout2015 | L'utilisation abusive des produits chimiques et phytosanitaire dans l'agriculture et l'élevage (pesticides, engrais, ...), entraînant ainsi : -L'appauvrissement du sol et réduisant ainsi la productivité (exemple utilisation pesticides dans la culture de coton dans la région Atsimo Andrefana...); -La pollution de l'eau : puits, nappe phréatique, bassin d'accumulation d'eau ... | 15/01/16 | Utilisation de la lutte biologique pour contrer les maladies et les insectes et utilisation des fertilisants biologiques (fumures organiques, compost, ...), en partenariat avec la Direction de Protection des Végétaux – DPV du Minagri. | Oui | UGP |

| | | | | | | |
|-----------------|----------------|--|----------|---|-----|-----------------------|
| Environnemental | Septembre 2015 | La rupture des digues, l'obstruction des canaux d'irrigations réduisant ainsi la production totale de la région car plusieurs terrains ne sont pas suffisamment irrigués ou le cas contraire totalement inondés en cas de rupture des digues ; | 15/01/16 | D'une manière ponctuelle : Réparation des digues, curage des canaux d'irrigation de manière périodiques à travers les actions communautaires (cash for work) ; | Oui | UGP |
| Environnemental | Septembre 2015 | Destruction des réserves naturelles par le développement de la culture vivrière (ex : culture de maïs dans la région de Menabe) | 15/01/16 | Identification et adoption d'autres activités génératrices de revenus, porteurs, et n'ayant pas d'impacts directs sur la préservation des réserves naturelles (élevage de volailles, ou culture maraichère,). | Oui | UGP |
| Environnemental | Septembre 2015 | Nuisance causée par les bruits : exemple bruits des machines des PTFM ; | 15/01/16 | Bien choisir les sites d'implantation des infrastructures en tenant compte des problèmes pouvant survenir au cours de l'exploitation | Oui | UGP |
| Environnemental | Septembre 2015 | La déforestation par la production de bois de chauffe ou de charbon de bois par la population et les feux de brousses | 15/01/16 | Sensibilisation de la population à cet effet et proposition des solutions alternatives au moins pour réduire la déforestation (ex vulgarisation des foyers améliorés, des briquettes de cuissons améliorées et des foyers solaires ...) | Oui | UGP |
| Politique | Décembre 2015 | Changements fréquents des décideurs : Distorsion des visions entre les acteurs locaux, ne (Maire et Conseillers Municipaux) | 15/01/16 | Sensibilisation des acteurs pour leur adhésion au projet ; | Oui | UGP, Partie nationale |
| Politique | Décembre 2015 | Inadéquation entre les programmes et mandats politiques des acteurs locaux ne permettant pas la continuité des projets ; | 15/01/16 | Mise en place d'une sorte de mémoire Institutionnelle | Oui | UGP, Partie nationale |

Annexe 3 : PLAN DE PASSATION DE MARCHÉ

| Date | By | Code Activité | ACTIVITES PLANIFIEES | | Type of Supply (Goods, Services, Works) | Est. Contract Amount (USD) |
|--------|-----|---|---|-----------------------------------|---|-------------------------------|
| | | ACHAT MATERIELS & MOBILIERS DE BUREAU | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Achats matériels pour le staff et les partenaires | | Goods | 35 000 |
| | | ACHAT FOURNITURES DE BUREAU | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Fournitures de bureau pour le fonctionnement VNU | | Goods | 20 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Fournitures de bureau pour le fonctionnement | | Goods | |
| | | Fournitures pour les ateliers | | | Goods | 5 000 |
| | | SERVICE MAINTENANCE EQUIPEMENTS & VEHICULES | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Entretien Moto VNU | Maintenance autres équipements | Services | 6 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Entretien véhicule du Programme (central et régionaux) | Maintenance autres équipements | Services | 8 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Achat pneu pour les véhicules du Programme | Maintenance autres équipements | Services | 4 500 |
| | | ACHAT CARBURANT | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Carburant VNU | Carburant | Goods | 7 671 |
| TRIM 2 | AAF | 2.5.1 | Carburant fonctionnement (central et régional) | Carburant | Goods | 10 000 |
| | | SERVICE : ORGANISATION ATELIER | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 1.1.1 | Mise en place du comité technique sectoriel SNDS | Organisation atelier | Services | 200 |
| TRIM 2 | AAF | 1.1.2 | Ateliers de formations et de restitution du modèle macro-économique de simulation sur la pauvreté | Organisation atelier | Services | 4 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.1.5 | Atelier de validation de la mise a jour de l'indice de production industrielle | Organisation atelier | Services | 3 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Atelier de validation dans les 6 chefs de lieux de région RNDH | Organisation atelier | Services | 10 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Atelier de lancement des rapports mondial sur le développement humain | Organisation atelier | Services | 1 000 |

| | | | | | | |
|--------|-----|-------|--|----------------------|----------|--------|
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Renforcement des capacités sur l'élaboration des indices de développement humain | Organisation atelier | Services | 1 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.2 | Atelier de validation du rapport de consultation des ODD 2015 | Organisation atelier | Services | 4 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.3.1 | Atelier de formation sur les outils stratégiques en matière de formulation de stratégies de développement durable | Organisation atelier | Services | 4 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.3.2 | Ateliers régionaux sur d'intégration des ODD | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.3.3 | Atelier d'échange et de validation des outils (base de données, SIG ...) | Organisation atelier | Services | 10 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.4.1 | Revue des programmes | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.4.2 | Cadre d'échange et de partenariat avec les acteurs de communication | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.4.3 | Ateliers de renforcement des capacités | Organisation atelier | Services | 3 500 |
| TRIM 2 | AAF | 2.1.2 | Atelier sur l'appui institutionnel au pilotage de la mise en œuvre de la PNEFP | Organisation atelier | Services | 2 800 |
| TRIM 2 | AAF | 2.1.4 | Atelier de communication / coordination et planification sur la feuille de route SNFI | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.2.1 | Atelier national sur les bonnes pratiques en matière de cadre de concertation et d'action public-privé pour la promotion du secteur privé commerce et emploi | Organisation atelier | Services | 4 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.2.1 | Atelier d'assistance technique ciblée et renforcement de capacité | Organisation atelier | Services | 2 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.2.2 | Table ronde autour du GUE | Organisation atelier | Services | 1 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.2.2 | Accompagnement du ministère du commerce à maintenir le dynamisme autour de l'initiative en tenant des rencontres avec les parties | Organisation atelier | Services | 2 000 |

9/

| | | | | | | |
|--|-----|---------------|--|----------------------|----------|--------|
| | | | prenantes | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.3.1 | Atelier de concertation et de mobilisation en faveur de jeunes diplômés en partenariat avec le secteur privé | Organisation atelier | Services | 9 000 |
| TRIM 2 | | 2.4.1 | Formations / renforcement des capacités dans le cadre de développement des chaînes de valeur inclusives | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.4.2 | Atelier de renforcement de capacité de gestion et de suivi des communautés locales de développement | Organisation atelier | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 2.4.2 | Formation des personnes ressources de proximité en partenariat avec le MINAGRI | Organisation atelier | Services | 9 000 |
| SERVICE : ACHAT SEMENCE ET OUTILLAGES AGRICOLES | | | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 2.4.1 / 2.4.2 | Achat semence et matériels agricoles | Achat | Services | 500 |
| SERVICE REPRODUCTION | | | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Edition RNDH | Reproduction | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.4.1 | Impression kits de visibilité | Reproduction | Services | 10 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Impression agenda, etrenne, rapports annuels, dépliant | Reproduction | Services | 10 000 |
| TRIM 2 | | 1.2.1 | Activités UNCG et célébration des journées mondiales | Reproduction | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | | 1.2.1 | Communication du PDSPE | Reproduction | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | | 1.2.1 | Célébration 58ème anniversaire PNUD / Campagne ODD | Reproduction | services | 5 000 |
| TRIM 2 | | 2.1.4 | Imprimer des supports de communication sur la feuille de route SNFI | Reproduction | Services | 7 500 |
| TRIM 2 | | 2.3.1 | Communication sur le programme jeunes talents en partenariat avec le secteur privé | Reproduction | Services | 10 000 |
| RECRUTEMENT CONSULTANTS NATIONAUX | | | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 1.1.1 | Recruter un consultant national pour réaliser le diagnostic système statistique sectoriel | Recrutement | Services | 4 347 |

| | | | | | | |
|------------------------------|-----|--------|---|-------------|----------|----------------|
| TRIM 2 | AAF | 1.1.2. | Recrutement d'un consultant sur la mise à jour de l'indice de production industrielle | Recrutement | Services | 9 000 |
| TRIM 2 | AAF | 1.2.1 | Recrutement d'un bureau de consultant 6ème RNDH | Recrutement | Services | 2 000 |
| TRIM 2 | | 1.2.1 | Recrutement d'un consultant sur la finalisation de rapport des consultations des ODD 2015 | Recrutement | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | | 2.2.1 | Recrutement d'un consultant pour une assistance technique ciblée | Recrutement | Services | 8 000 |
| TRIM 2 | | 2.2.2 | Recrutement d'un consultant pour élaborer le manuel des procédures GUE | Recrutement | Services | 5 000 |
| TRIM 2 | | 2.3.1 | Recrutement d'un consultant pour assurer le renforcement de l'employabilité à travers des encadrements ciblés | Recrutement | Services | 10 000 |
| RECRUTEMENT AUDITEURS | | | | | | |
| TRIM 2 | AAF | 5.3.2 | Assurer l'audit du programme : | | Works | 3 000 |
| | | | | | | 301 018 |